



Réunion informelle des secrétaires généraux des parlements nationaux de l'UE et du Parlement européen (Varsovie, 30 juin 2025)

Le 30 juin 2025

Discours de Philippe Schwab, secrétaire général de l'Assemblée fédérale suisse

L'intelligence artificielle générative : la question de la responsabilité à l'ère du numérique

Messages clefs du discours

1. L'intelligence artificielle est un outil puissant, mais ambivalent, qui exige responsabilité et vigilance humaine.
2. Les parlements ne doivent pas rester spectateurs, mais jouer un rôle actif : non seulement réguler l'IA, mais aussi l'utiliser de manière éclairée et souveraine.
3. L'esprit critique est essentiel pour que l'humain reste maître de la technologie.

Nous n'avons pas le choix: l'AI propose, l'humain dispose.

Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux,
Chères et chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer devant vous et félicite la Diète et le Sénat de la République de Pologne pour leur initiative.

L'intelligence artificielle générative est omniprésente dans les médias et dans les débats. Elle s'immisce dans notre vie, transforme notre manière de travailler, bouleverse les pratiques, redessine les contours



de nos activités – et n'épargne pas nos parlements. Ce qui relevait autrefois du domaine de la science-fiction est désormais bien réel : des machines trient l'information, reconnaissent des schémas, rédigent des textes, produisent des images et, parfois même, prennent des décisions.

A chaque avancée, une question fondamentale ressurgit : façonnons-nous l'IA ou sommes-nous façonnés par elle ?

L'IA, le feu des temps modernes

Vous me permettrez d'être un peu philosophe.

On compare souvent la révolution de l'IA à la découverte du feu. Prométhée l'a offert aux hommes pour les libérer du froid et des ténèbres. L'IA, elle, promet de nous libérer de tâches répétitives et ingrates, d'accroître notre efficacité et de créer des gains de productivité.

Mais comme le feu, l'IA peut aussi brûler. Elle peut réchauffer ou ravager, éclairer ou aveugler. Sa puissance ne fait aucun doute – mais la manière dont nous l'utilisons, elle, dépend de nous.

Le feu a libéré l'être humain de l'obscurité, du froid et des limites que lui imposait la nature. Il lui a également enseigné la prudence. En effet, tout progrès comporte des risques. L'oublier, c'est perdre le contrôle. Toute personne qui veut manipuler le feu doit d'abord apprendre à le maîtriser, car toute négligence peut être fatale. Cela vaut particulièrement pour l'IA.

La vraie question n'est donc pas : que peut faire l'IA ? Mais bien : que voulons-nous qu'elle fasse ?

Nombre d'entre vous connaissent la tragédie de Goethe : Faust, insatisfait des limites humaines, conclut un pacte avec Méphistophélès pour accéder à une connaissance infinie — quitte à y perdre son âme. Le dénouement vous est connu également.



L'essor de l'intelligence artificielle n'est pas sans rappeler cette quête faustienne : fascinante, mais porteuse de dilemmes moraux profonds.

Kant, un philosophe qui nous éclaire aujourd'hui encore

Il vaut la peine de jeter un regard en arrière. Il y a plus de deux siècles et demi, Emmanuel Kant avait pour devise : « Sapere aude ! », ce qui signifie « Ose penser par toi-même ! ». Pour le philosophe, les Lumières étaient un processus, une voie devant permettre à l'être humain de sortir de l'état d'infériorité dont il est lui-même responsable, grâce à sa réflexion, à son entendement et à la liberté de pensée et d'expression.

Cette voie est plus actuelle que jamais. Car l'IA défie notre réflexion. Elle défie notre capacité de jugement. Elle remet en cause notre liberté lorsque nous ne comprenons plus ses décisions, que nous ne les remettons plus en question, pire : que nous ne les contrôlons plus.

Kant nous rappellerait ceci : on peut déléguer des tâches, mais pas la réflexion. Ni aux systèmes, ni aux plateformes, ni aux géants du numérique. Car penser, c'est se positionner, évaluer, peser le pour et le contre, décider. Cela va au-delà du traitement de données. Il nous dirait que la responsabilité doit rester humaine, et que la liberté demeure notre principale mission.

Le parlement, un rempart contre les dérives technologiques

Autrefois, le souverain, l'église ou la censure déterminaient ce qui pouvait être pensé et dit. Aujourd'hui, ce sont les plateformes, les codes et les algorithmes qui ont repris ce rôle. Ils veulent contrôler ce que nous voyons, ce que nous croyons et comment nous agissons.

Mais contrairement à l'époque d'Emmanuel Kant, il existe aujourd'hui des institutions démocratiques : des parlements qui établissent des



règles, garantissent les libertés et orientent les évolutions technologiques.

L'IA générative a beau être brillante sur le plan technique, elle reste purement logique, purement numérique. Elle ne comprend pas, elle est dépourvue de valeurs et ne porte pas la responsabilité de ses contenus. La linguiste Emily Bender affirme que les robots conversationnels sont des perroquets qui répètent sans comprendre.

Aujourd'hui, l'IA générative s'arrête à la frontière du monde réel. Déjà, pourtant, des systèmes imitant le processus de la pensée humaine voient le jour, certains montrant même les prémices d'une intelligence artificielle cognitive.

Tous ces progrès confèrent à l'IA un nouveau pouvoir, une nouvelle dimension. Mais les sociétés et les gouvernements agissent-ils suffisamment vite pour contrôler cette évolution ? Ou sont-ils déjà à la traîne ?

L'IA semble souvent neutre et objective. Et pourtant elle se trompe, entretient les préjugés et demeure difficile à cerner. L'enjeu est de taille: si nous laissons des systèmes automatisés décider à notre place sous prétexte d'efficacité, alors nous risquons – en tant que parlements – de nous saborder. Ce serait sacrifier la richesse de la contradiction, de la nuance, du débat au profit d'un amalgame de synthèse, d'un conglomérat sans âme, ni personnalité.

Or, la démocratie vit de la diversité.

Mesdames, Messieurs,
Chères et chers collègues,

Nous avons besoin d'un véritable leadership politique. Pas seulement pour encadrer les algorithmes, mais aussi pour penser l'infrastructure informatique sur laquelle ils reposent. Car il ne s'agit pas uniquement



de lignes de code ou de logiciels. Il s'agit de choix fondamentaux pour notre avenir.

Concrètement, cela veut dire quoi ?

- Cela veut dire : plus de transparence.
Les décisions prises par une machine doivent rester compréhensibles pour les humains. Sinon, nous perdons le contrôle.
- Cela veut dire : plus de responsabilité.
Quand l'intelligence artificielle est utilisée, il faut que ce soit clair : qui est responsable ? Qui rend des comptes ?
- Cela veut dire aussi : plus de dignité.
Nous ne pouvons pas accepter que l'IA reproduise – pire amplifie – les préjugés du passé dans les systèmes du futur.
- Enfin, cela veut dire : mieux comprendre les implications et les risques.
Où placer les limites ? Quelles tâches pouvons-nous confier à l'IA – et lesquelles ne devons-nous jamais déléguer ?

Les parlements sont le lieu par excellence où cette influence peut être exercée sur la base des principes démocratiques. Mais la réglementation à elle seule ne suffit pas. Les parlements qui se contentent de fixer des garde-fous aux développements de l'IA sans l'utiliser eux-mêmes restent de simples spectateurs. Les parlements doivent faire davantage. Ils doivent jouer un rôle de pionniers en faisant preuve de courage et en cultivant une curiosité pour le numérique.

C'est déjà une réalité au Parlement suisse : nous utilisons l'intelligence artificielle comme appui à nos outils existants. Elle nous aide dans la traduction dans nos trois langues officielles, la recherche, l'indexation des documents, la retranscription automatisée des débats, ou encore le sous-titrage pour les personnes malentendantes.

Nous avons récemment mené un projet pilote avec un agent conversationnel, un « chatbot », capable de répondre à des questions



simples des parlementaires. L'essai s'est révélé positif. Cette année, nous avons lancé un deuxième projet visant à tester l'IA dans l'interprétation simultanée lors des séances de commission. Si les résultats s'avèrent concluants, cette technologie pourrait être étendue à d'autres domaines, tels que les échanges avec des délégations étrangères ou l'accueil des visiteurs du Palais du Parlement.

Nous explorons aussi le potentiel de ces outils pour résumer ou synthétiser des documents complexes. Certains députés utilisent déjà des IA comme ChatGPT, Claude ou Copilot pour analyser des textes, rédiger des interventions, ou encore préparer des prises de parole.

Ces outils de nature commerciale sont utiles, mais ils soulèvent plusieurs défis.

Trois risques principaux se dessinent. D'abord, celui de la fuite d'informations : des données sensibles pourraient s'échapper du cadre sécurisé de la Confédération pour se retrouver dans l'espace public. Ensuite, le risque de biais : les réponses générées peuvent être influencées par des modèles entraînés selon des logiques ou des priorités étrangères aux intérêts de notre pays. Enfin, le risque de dépendance : ces technologies sont conçues en dehors de notre cadre institutionnel et juridique, soulevant ainsi une véritable question de souveraineté.

C'est pourquoi la prochaine étape sera d'étudier la faisabilité d'un assistant d'intelligence artificielle spécifiquement conçu pour les besoins du Parlement. Un outil fondé sur un modèle de langage open source, connecté à nos bases documentaires publiques et internes, et hébergé sur des infrastructures suisses.

Ce projet a un double objectif : améliorer l'efficacité du travail parlementaire, tout en garantissant la confidentialité des échanges et l'indépendance des réponses. Car il ne s'agit pas seulement d'une question technologique. Il s'agit d'un enjeu fondamental de sécurité et d'autonomie, donc de souveraineté pour notre pays.



En matière d'IA, nous en sommes à un stade où le meilleur moyen de progresser est d'accepter une part d'inconnu, de tâtonner, d'admettre les erreurs et de rester réceptifs. Les essais réalisés montrent que nous ne devons pas craindre les nouvelles technologies, mais les aborder avec lucidité. Certains projets sont prometteurs, d'autres sont décevants. L'idée qui nous anime au Parlement suisse est la suivante : que pouvons-nous faire de nouveau ou de mieux avec ces outils ? L'idée qui nous anime est d'améliorer le fonctionnement de la démocratie, pas de la remplacer.

Nous restons convaincus qu'un parlement qui ne se contente pas de régler la technologie, mais qui l'intègre aussi avec bon sens à son quotidien prouve que la politique reste le lieu où l'on se penche sur des questions d'actualité qui concernent directement l'avenir des citoyennes et des citoyens.

La formation, un bouclier de la démocratie

Qui dit avenir, dit formation. Or, à l'ère de l'intelligence artificielle, la formation ne doit pas seulement dispenser des connaissances, mais aussi – et surtout – forger la capacité de jugement et l'esprit critique comme condition à la participation à la vie civique.

L'IA transforme notre façon d'apprendre, de penser et de décider. Elle suggère des contenus, filtre les informations, structure la réalité, souvent sans que nous nous en apercevions.

C'est pourquoi, de nos jours, la formation doit transmettre plus que des compétences techniques. Elle doit renforcer la résilience intellectuelle. Il s'agit de développer la capacité à vérifier les sources, à remettre en question les images, à mesurer la plausibilité des résultats, à reconnaître la manipulation, à élaborer des arguments, à distinguer le vrai du vraisemblable : bref, à réfléchir. Nous sommes tous concernés et les députés ainsi que les fonctionnaires parlementaires ont encore beaucoup à apprendre.



La démocratie n'est pas un service. La démocratie se nourrit des contradictions, de doutes, de débats. C'est une activité exigeante. Les opinions doivent être fondées sur des arguments. Les décisions exigent une posture claire.

Cela peut paraître paradoxal à l'ère de la technologie, mais je suis persuadé que nous avons besoin de remettre l'accent sur la formation humaniste : non pas comme un retour en arrière, mais pour réintégrer l'humain dans le processus.

Alors que l'IA optimise la manière de faire les choses, la formation humaniste interroge sur la raison pour laquelle nous les faisons.

Car pour rester humain dans un monde où l'IA est omniprésente, il faut d'abord vouloir jouer un rôle. La formation nous en rend capables.

Pour conclure

Façonnons-nous l'IA ou sommes-nous façonnés par elle ? Ce n'est pas là une question de progrès, mais de posture.

L'intelligence artificielle nous décharge de nombreuses tâches. Mais elle ne nous exonère pas de la responsabilité de décider des domaines dans lesquels nous voulons ou non l'utiliser. Ce qui peut être automatisé ne doit pas nécessairement l'être. Et tout ce qui est efficace n'est pas forcément utile.

C'est pourquoi nous avons besoin :

- D'un leadership politique fort, pour garantir des règles claires, une infrastructure souveraine et un usage éclairé de ces technologies.
- D'institutions démocratiques actives, qui n'observent pas l'IA de loin, mais qui l'expérimentent, l'encadrent, l'utilisent à bon escient.



- D'une formation humaniste, qui renforce l'esprit critique et prépare les citoyens à rester acteurs dans un monde façonné par les algorithmes.

Les parlements restent le lieu où l'on réfléchit, où l'on pose des questions, où l'on débat, y compris dans l'espace numérique. Non pas parce que les parlementaires savent tout mieux que tout le monde, mais parce qu'ils défendent un principe fondamental : ce n'est pas à la machine de décider. C'est, et cela doit rester, une responsabilité humaine. C'est ce qui nous rend unique.

C'est là toute la différence. Et cela doit rester ainsi.

L'intelligence artificielle propose, l'humain dispose.

Je vous remercie de votre attention.
